

Urbanisme/Environnement : Opération d'intérêt national et évaluation environnementale

L'inscription d'une opération sur la liste des opérations d'intérêt national ne requiert ni évaluation environnementale, ni participation du public

[CAA Bordeaux, 3 octobre 2024, n°22BX02339](#)

Environnement : Responsabilité de l'Etat dans l'aggravation de maladies respiratoires

La Cour administrative d'appel de Paris confirme la condamnation de l'Etat concernant son implication dans l'aggravation de pathologies respiratoires chez une fillette du fait de pics de pollution enregistrés en Île-de-France. En effet, l'Etat n'a pas pris les mesures suffisantes pour limiter les périodes de dépassement des valeurs limites.

[CAA Paris, 9 octobre 2024, n° 23PA03743](#)

Urbanisme : Délivrance des autorisations d'urbanisme

La délivrance du permis de construire serait pour le pétitionnaire « un parcours complexe » enfermé dans « un cadre instable », d'après le sous-titre du très récent rapport thématique de la Cour des comptes.

La Cour des comptes dénonce par la même occasion la lourdeur et la complexité des procédures relatives aux PLU.

[C. comptes, Rapport thématique. La délivrance des permis de construire, 26 septembre 2024](#)

Urbanisme : Cristallisation des règles d'urbanisme attachées à un lotissement

Le Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles le bénéficiaire d'un arrêté de non-opposition à déclaration préalable peut se prévaloir, à l'occasion d'une demande de permis de construire, de la cristallisation des règles d'urbanisme attachées au lotissement autorisé.

[CE, 18 octobre 2024, n° 473828](#)

Commande publique : Adoption Projet de loi de simplification de la vie économique par le Sénat

Plusieurs des dispositions ont pour objet de faciliter l'accès de toutes les entreprises à la commande publique.

On y trouve notamment :

- une généralisation de la plateforme PLACE,
- de nouvelles conditions d'accès des candidats à la commande publique,
- un élargissement la définition du marché public innovant,
- Ou des dispositions concernant le seuil de dispense de concurrence et de publicité pérennisé.

[Projet de loi de simplification de la vie économique](#)

Commande publique : Fraude concernant l'identité d'un créancier

Bien que victime d'une fraude sur l'identité de son cocontractant ayant conduit au détournement des paiements effectués à titre d'un marché public, la personne publique doit renouveler les paiements entre les mains du véritable bénéficiaire. Ce dernier pourra, toutefois, voir sa responsabilité engagée, s'il a joué un rôle dans la fraude.

[CE, 21 octobre 2024, n° 487929](#)

Environnement : Annulation de l'autorisation du Roundup Pro 360 sur la base du principe de précaution

Le Conseil d'Etat précise que pour apprécier une éventuelle méconnaissance du principe de précaution par l'acte administratif dont la légalité est soumise à son examen, il appartient au juge de l'excès de pouvoir de se déterminer au regard de l'ensemble des données scientifiques disponibles à la date à laquelle celui-ci a été pris, sans tenir compte d'études scientifiques postérieures.

[CE 3e-8e ch. réunies, 23 octobre 2024, n° 456108](#)

Environnement : Implantation de clôtures dans des milieux naturels et libre-circulation des animaux sauvages

Le Conseil constitutionnel juge conformes à la Constitution les dispositions contestées de la loi n°2023-54 du 2 février 2023 encadrant l'implantation des clôtures dans les espaces naturels afin de permettre la circulation de la faune sauvage sur les terrains privés clos situés dans des espaces naturels.

Certains propriétaires faisaient valoir que ces obligations portaient atteinte au droit de propriété et méconnaissaient les principes d'égalité devant la loi et d'inviolabilité du domicile.

[Cons. const., 18 octobre 2024, n° 2024-1109 QPC](#)

Urbanisme : Notification des recours incidents

Le Conseil d'Etat précise la portée de l'obligation de notification des recours en matière d'urbanisme. Ainsi, le recours contentieux contre un permis de construire, y compris présenté par la voie d'un appel incident ou d'un pourvoi incident, doit être notifié au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, tant à l'auteur de l'acte qu'à son bénéficiaire.

[CE, 1er octobre 2024, n° 477859](#)

Commande publique : Notion de marché public de travaux au sens de la directive 2004/18/CE

La question préjudicielle posée par une juridiction slovaque concernait un ensemble contractuel comprenant la réalisation d'un stade de football, un contrat de subvention et une promesse d'achat.

Selon la CJUE, constitue un marché public de travaux un ensemble contractuel liant un État membre à un opérateur économique et comprenant un contrat de subvention ainsi qu'une promesse d'achat, conclus en vue de la réalisation d'un stade de football, dès lors que ce montage crée certaines obligations réciproques entre les deux parties.

[CJUE, 17 octobre 2024, aff. C-28/23](#)

Commande publique : La communication très tardive à un soumissionnaire des motifs de rejet de son offre n'est pas forcément constitutive d'un manquement

Un délai de 15 mois entre la décision d'attribution d'un marché public et la communication des motifs de rejet aux candidats évincés ne constitue pas, à lui seul, un manquement aux obligations de transparence et de mise en concurrence, à condition que le candidat a pu contester utilement son éviction devant le juge des référés.

[CE, 27 septembre 2024, n° 490697](#)

Commande publique : Caractère obligatoire des dispositions du règlement de consultation

Le Conseil d'Etat énonce un principe fondamental : le règlement de consultation est obligatoire dans toutes ses mentions, à moins qu'une de ses dispositions se révèle manifestement dépourvue de toute utilité pour l'examen des offres.

Ce principe signifie qu'un pouvoir adjudicateur ne peut attribuer un marché à un candidat qui ne respecte pas une des exigences imposées par ce règlement.

Ainsi, un mémoire technique remis par le candidat ne respectant pas les exigences du règlement de consultation rend l'offre irrégulière.

[CE, 18 octobre 2024, n° 474772](#)